

Message du président

La mobilisation des producteurs de lait du Québec sur les enjeux des négociations commerciales et de la gestion des importations s'est poursuivie en 2016. Alors que nous espérions un retour au calme sur le front des accords commerciaux, l'élection présidentielle états-unienne en novembre a ravivé les inquiétudes. Cela dit, de bonnes nouvelles ont également marqué l'année : la conclusion de l'entente nationale sur la stratégie des ingrédients et la confirmation d'une demande croissante du marché des produits laitiers.

Notre industrie connaît en effet la plus forte croissance jamais enregistrée. En 2016 seulement, le droit de produire des producteurs a augmenté de 8 %, sans compter les journées additionnelles. Depuis décembre 2014, la hausse a atteint 15 %. L'augmentation des ventes au détail de la plupart des catégories de produits, particulièrement ceux qui sont riches en matière grasse, confirme la solidité de cette croissance. C'est une très bonne nouvelle pour le secteur laitier; une occasion sans précédent pour le développement de nos entreprises.

Cette croissance perdurera-t-elle? Nous ne pouvons prédire l'avenir, mais les chiffres démontrent que la revalorisation de la matière grasse pourrait être durable.

Autre très bonne nouvelle pour notre secteur : la conclusion d'un accord entre les producteurs et les transformateurs laitiers des dix provinces canadiennes sur la stratégie des ingrédients. L'entente s'attaque directement au problème des surplus structurels de solides non gras. Elle permettra de valoriser ces surplus structurels, de favoriser la modernisation de la transformation par la création de la classe 7 et, ainsi, de favoriser la pérennité de la gestion de l'offre.

Il s'agit d'une entente historique, puisqu'elle lie toutes les provinces et tous les transformateurs laitiers du pays. Nous travaillons maintenant tous ensemble afin de mettre en œuvre l'entente selon les délais prescrits. Combinée à la forte croissance du volume transformé pour répondre à la demande, la stratégie des ingrédients convie tous les partenaires à une modernisation rapide des technologies et des infrastructures.

Le lancement du logo de certification d'origine, reconnaissant le lait canadien de qualité des Producteurs laitiers du Canada, est également un élément positif de l'année. Déjà, une première grande entreprise, Agropur, s'est engagée à utiliser le logo en 2017. Voilà un autre exemple de la collaboration entre transformateurs et producteurs pour développer notre



BRUNO LETENDRE, président *Chair*

marché et optimiser l'utilisation de nos composants afin d'offrir aux consommateurs des produits de qualité, 100 % canadiens.

La solidarité du secteur laitier canadien sera d'autant plus cruciale que le gouvernement fédéral n'a pas réglé la totalité des problèmes de gestion des frontières, et ce, malgré nos demandes répétées. Je suis particulièrement fier de la détermination et de la mobilisation des producteurs québécois pour faire face à cet enjeu. Cela a donné des résultats tangibles, même si toutes les lacunes ne sont pas corrigées. Ottawa a agi dans certains dossiers. Il a entre autres condamné des pratiques non conformes de certains importateurs et annoncé une vaste consultation sur le programme de report de droits de douane. Avec Les Producteurs laitiers du Canada et nos homologues des neuf autres provinces, nous sommes disposés à collaborer avec le gouvernement pour régler le plus rapidement possible les problèmes de gestion des importations, et ce, en tout respect des engagements commerciaux.

Un mot sur l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne qui entrera en vigueur provisoirement en 2017. Ce traité aura des impacts négatifs pour notre industrie, plus particulièrement pour les producteurs de lait et les fabricants de fromages fins.

Au terme de l'entrée graduelle sur six ans du nouveau contingent tarifaire de 17 700 tonnes de fromages, ces importations feront perdre annuellement au secteur laitier quelque 300 millions de dollars. Considérant l'ampleur de ces pertes récurrentes, nous avons exprimé une certaine déception lors de l'annonce par le gouvernement fédéral du programme de modernisation des infrastructures de 250 millions de dollars pour les producteurs et de 100 millions pour les transformateurs laitiers, étalés sur cinq ans. Nous continuerons de faire valoir la pertinence d'une phase deux plus réaliste et en lien avec l'envergure réelle des concessions qu'a subies notre secteur.

Nous croyions bien jouir d'une certaine stabilité après la conclusion de l'AECG et l'entente de principe du Partenariat transpacifique (PTP). C'était sans compter sur l'élection états-unienne. Le nouveau président semble avoir enterré le PTP, mais souhaite renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) à l'avantage des Américains. Or les dispositions de l'ALENA préservent le droit du Canada, en vertu de l'Accord sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de maintenir les limites et les tarifs douaniers qui gèrent l'accès à son marché des produits laitiers. Le gouvernement canadien devra résister aux pressions des États-Unis et maintenir cette exclusion.

La France, l'Australie et les États-Unis ne sont pas dotés de la gestion de l'offre, et leurs producteurs sont plongés dans une crise des revenus depuis deux ans. Les contribuables en font les frais, en finançant les milliards de subventions pour éviter l'effondrement de l'industrie, et les consommateurs ne profitent pas vraiment de la chute des prix à la production.

Nous ne voulons pas vivre ce cauchemar. Les producteurs, transformateurs et leurs partenaires doivent faire preuve d'une solidarité exemplaire pour réclamer le maintien de la gestion de l'offre.

Notre modèle a fait ses preuves. Le secteur laitier est un fleuron de l'économie québécoise et canadienne. Nous comptons sur l'appui du gouvernement pour le maintenir intégralement et nous permettre de continuer de répondre sainement à la demande de nos concitoyens, d'innover et de nous adapter à l'évolution des besoins de notre marché.



Bruno Letendre, président

Message from the Chair

Quebec milk producers continued to mobilize on the issues of the trade negotiations and import management in 2016. While we hoped that things would calm down on the trade agreement front, the U.S. presidential election in November renewed our concerns. Nevertheless, there was also some good news in 2016: The national agreement on the ingredient strategy was concluded and a growing demand in the dairy product market was confirmed.

Our industry is actually experiencing the strongest growth ever recorded. In 2016 alone, producers saw their production entitlement rise 8%, not counting the additional days. Since December 2014, it has increased 15%. Higher retail sales in most product categories, particularly those with high butterfat content, confirm the strength of the growth. This is very good news for the dairy industry; an unprecedented opportunity for developing our enterprises.

Will the growth last? No one can predict the future, but the numbers show that the butterfat growth could be lasting.

In other very good news for our industry: Milk producers and processors in the ten Canadian provinces reached an agreement on the ingredient strategy. The agreement directly tackles the problem of solids non-fat structural surpluses. It will add value to the structural surpluses, help modernize processing by creating Class 7 and, in doing so, promote the continued existence of supply management.

It is an historic agreement because it is binding upon all provinces and all dairy processors in the country. Everyone is now working together to implement the agreement within the prescribed periods of time. Combined with the strong growth in the volume processed to meet demand, the ingredient strategy encourages all partners to rapidly upgrade their technologies and infrastructures.

The launch of the certification of origin logo, which will be used by Dairy Farmers of Canada to recognize quality Canadian milk, is another positive from the year. Already, one large company, Agropur, has committed to use the logo in 2017. This is another example of cooperation between processors and producers in developing our market and optimizing the use of our components to offer consumers quality, 100% Canadian products.

The solidarity of the Canadian dairy industry will be even more crucial than ever since the federal government has yet to settle all the border management problems, despite our repeated demands. I am particularly proud of the determination and mobilization shown by Quebec producers in dealing with this issue, which have produced tangible results, even though all of the flaws have not been corrected. Ottawa has taken action on some issues. For instance, it condemned the non-compliant practices of certain importers and announced a major consultation on the duty deferral program. Along with Dairy Farmers of Canada and our counterparts in the nine other provinces, we are ready to work with the government to rectify the import management problems as quickly as possible, in keeping with our trade commitments.

I should also say a word or two about the Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) between Canada and the European Union, which will come into force provisionally in 2017. This treaty will have negative impacts on our industry, especially for milk producers and fine cheese makers. At the end of the gradual six-year introduction of the new tariff quota for 17,700 tonnes of cheese, these imports will cause the dairy industry to lose around \$300 million annually. Given the scale of these recurring losses, we expressed our disappointment when the federal government announced the five-year \$250 million infrastructure modernization program for producers and the \$100 million program for dairy processors. We will continue to assert that a second, more realistic phase in line with the actual scope of the concessions made in our industry would only be appropriate.

We truly believed that we would enjoy a bit of stability after CETA wrapped up and an agreement in principle was signed for the Trans-Pacific Partnership (TPP). But we had not reckoned with the U.S. election. The new president seems to have buried the TPP, but wants to renegotiate the North American Free Trade Agreement (NAFTA) to achieve better terms for Americans. Yet, NAFTA provisions protect Canada's right, under the Agreement on Agriculture of the World Trade Organization (WTO), to keep limits and customs duties in respect of managing access to its dairy market. The Canadian government will need to resist pressure from the United States and maintain this exclusion.

France, Australia and the United States do not have supply management systems, and their producers have been caught in an income crisis for two years. It is the taxpayers who are paying the price, by financing billions in subsidies to keep the industry from collapsing, even though consumers do not truly benefit from the lower production prices.

We do not want to go through that nightmare. Producers, processors and their partners must show exemplary solidarity in demanding that supply management be maintained.

Our model has proven itself. The dairy industry is a pillar of the Quebec and Canadian economy. We are counting on the government's support to keep it fully intact and enable us to continue soundly meeting the demand of our fellow citizens, innovating and keeping in step with the changing needs of our market.



Bruno Letendre, Chair